

## Editorial

# Nous sommes tous des coptes égyptiens

Inventons un scénario catastrophe. Une bande d'intégristes chrétiens fait irruption dans une mosquée d'une grande ville suisse et flinguent à tout va. Résultat: 46 morts et des centaines de blessés. Quelques jours plus tard, dans une autre ville du pays, un kamikaze fait exploser une bombe et tue 23 musulmans qui venaient prier pour la paix dans le monde. Aussitôt, toute la presse mondiale se déchaîne. On peut imaginer les grands titres: «Les musulmans assassinés en Suisse», «Les Suisses en guerre contre l'islam». Et les médias auraient raison.

En Irak puis en Egypte, c'est le contraire qui s'est passé. Et là ce n'est hélas plus une fiction: des chrétiens ont été les victimes d'actes insensés d'intégristes musulmans qui veulent chasser les catholiques et les coptes de tous les pays à majorité musulmane. Pendant quelques jours, les journaux

et les chaînes de télévision ont parlé de ces massacres. Puis ce fut le silence.

En Suisse, la communauté musulmane est restée silencieuse. Heureusement, il y a eu quelques exceptions. Dans une lettre intitulée «Halte à la barbarie», *Hafid Ouardiri, de la Fondation de l'Entre-Connaissance, dit notamment: «Halte à la barbarie qu'elle soit au nom de Dieu ou au nom du diable. Nous n'avons pas de mots assez forts pour condamner cette ignominie. Pour ces deux attentats, c'est les terroristes d'Al Quäida qui sont soupçonnés ou accusés d'avoir perpétrés ces crimes ignobles. C'est au nom de l'islam que ces criminels fanatiques et barbares déclarent commettre leurs actes barbares. Rien ne justifie le crime contre des innocents et l'islam est le premier à les condamner avec grande fermeté».* Nous partageons entièrement ces propos.

Nous l'avons dit et redit: les musulmans qui vivent dans notre pays ont exactement les mêmes droits et les mêmes devoirs que les chrétiens. Le comité rédactionnel de l'essor dénonce fermement ceux qui, sous prétexte de réciprocité avec les Etats à domination musulmane, estiment que les adeptes de l'islam doivent se fondre dans le moule des traditions chrétiennes.

Mais attention: à force de rester silencieux, les musulmans finissent par être considérés comme complices de ceux qui parlent injustement au nom d'eux. Répétons-le: les intégristes, qu'ils soient chrétiens, juifs ou musulmans, trahissent la Bible, la Torah ou le Coran. Ce sont de vulgaires assassins et non les «élus» de leur religion.

Pour l'instant, nous sommes tous des coptes égyptiens. Comme nous nous sommes toujours sentis proches des Palestiniens persécutés.

Rémy Cosandey

## Un mot à mes lecteurs

Moi, votre journal avec mes quelques pages, je m'efforce aussi de rester à la page. La preuve la voilà de façon claire et nette, me voilà désormais aussi sur Internet:

[www.journal-lessor.ch](http://www.journal-lessor.ch)

Je compte sur votre aide pour la pérennité, accompagnez-moi dans la modernité. Ce numéro est l'occasion de votre réabonnement; votre amitié et votre soutien m'est encore important. Lecteur curieux ou mécène inspiré, n'hésitez pas à vous réabonner.

Votre (vieil) ami, *l'essor*

## Rhétorique et dérives totalitaires en Suisse

Ce qui se passe en Côte d'Ivoire, en Tunisie et Egypte vient nous rappeler fort opportunément que la démocratie n'est pas un jouet dont les tenants du pouvoir pourraient se servir à bien plaisir. Tôt ou tard, les erreurs, les injustices ou les abus de pouvoir se paient cash. Bafouer le suffrage universel, on le voit à Abidjan, revient à nier la démocratie comme telle, avec ce qu'elle implique d'alternance et donc aussi de débat politique ouvert et d'opinion publique structurée. Reconnaître qu'on a donné l'ordre de tirer à balles réelles sur son propre peuple, comme l'a fait le président en fuite de la Tunisie, par un aveu rétroactif inouï, au moment même où il espérait encore retourner son opinion publique en sa faveur, c'est saper les bases non seulement de son propre pouvoir, mais, plus fondamentalement, de la *légitimité* même de tout pouvoir. En Arizona également, l'attentat contre la députée démocrate Gabrielle Giffords et contre ses auditeurs, même si on ne peut pas dire qu'il ait été directement causé par le *Tea Party* ou par la rhétorique de Sarah Palin, a bel et bien résulté d'une attitude politicienne inspirée par la haine et par le mépris. Désigner l'adversaire comme une cible, fût-ce dans un sens imagé, c'est déjà insinuer que l'ensemble de la vie politique est un combat à mort.

En Suisse, il faut bien en convenir, nous n'en sommes pas encore là, du moins au niveau de la violence effective entre les partis et les groupes politiques. La manière dont se déroule la vie démocratique helvétique ne permet pas de dire sérieusement que la Suisse n'est pas ou n'est plus un pays démocratique. Comparé à la situation mondiale, on peut même dire que notre pays demeure un exemple de «démocratie-témoin» (selon une expression classique et ancienne d'André Siegfried). Inutile, donc, de nous auto-flageller!

Certes! Mais cette remarque ne doit pas nous inciter à noyer le poisson. Le fait que la Suisse présente tous les signes formels d'une vie démocratique «en ordre» ne justifie en rien non plus, de l'autre côté, la moindre autosatisfaction, car une telle attitude conduirait à s'aveugler et à perdre de vue les véritables enjeux de la démocratie.

Loin de moi l'idée suffisante et arrogante de prétendre que les partis dont je me sens proche (à gauche) ou ceux que je considère comme fréquentables (au centre et dans la droite libérale) détiendraient une sorte de monopole de la bonne et de la vraie démocratie, et que d'autres, dans la droite dure, ne seraient pas légitimés *a priori* à revendiquer le label démocratique et à cueillir le fruit de leurs succès électoraux ou stratégiques. En clair, je ne conteste pas la *légitimité démocratique principale* de l'UDC, de ses électeurs ou des citoyens qui, au coup par coup, suivent les mots d'ordre de ce parti. Je ne dis pas que ce parti ait des visées totalitaires ou qu'il entende prendre le pouvoir par la force.

Par contre, je m'interroge sur le type de discours, de propagande, d'attitude et de projet politique que ce parti a

développé, avec un indéniable succès, depuis plusieurs années.

Sur plusieurs points, nous devons faire preuve ici d'une vigilance démocratique et éthique particulière:

– L'UDC nourrit une méfiance systématique contre l'appareil étatique, ses institutions et ses agents. Cette critique démagogique constitue un fonds de commerce très efficace, mais qui aurait vite fait de se retourner le jour où l'UDC occuperait le cœur du dispositif étatique. Un « moins d'Etat » total et systématique ne marche que de l'extérieur, on n'a jamais vu qu'il devienne le mot d'ordre des gouvernants une fois qu'ils sont aux affaires.

– L'UDC propose une vision étriquée et frileuse de la Suisse, sous le couvert fallacieux, d'ailleurs, d'en appeler à la fierté nationale. Or seule une Suisse dynamique, ouverte et inventive – y compris dans le domaine politique, culturel et scientifique – peut affronter les défis à venir. Quoi qu'on puisse penser de l'opportunité d'entrer un jour dans l'Union européenne, on ne peut pas promouvoir une Suisse crédible *hors de son insertion européenne proactive!*

– L'UDC entretient une vision négative et menaçante des nations, des peuples et des personnes en dehors de la Suisse. Cette xénophobie idéologique traversante découle évidemment de la vision étriquée de la Suisse mentionnée au point précédent.

– Enfin, l'UDC me paraît tenir un double langage au sujet de la démocratie. Les succès politiques de l'UDC sont présentés comme des tests démocratiques, prouvant la mauvaise foi des autres partis; mais en même temps, tout le discours de l'UDC tend à soupçonner une démocratie vraiment libérale et ouverte de n'être en définitive qu'une idéologie hostile à l'identité helvétique et à la réelle volonté des Suisses. De ce point de vue, la *rhétorique* de l'UDC fonctionne la plupart du temps exactement sur le même modèle que celui des partis d'extrême droite en France, en Belgique, aux Pays-Bas ou en Italie: elle diabolise le «cosmopolitisme» de l'autre, afin de mieux flatter le chauvinisme narcissique d'un électeur apeuré.

Si, dans les années à venir, l'UDC devait confirmer et systématiser son dogmatisme et son intransigeance, et si par malheur les électeurs devaient lui donner les moyens de devenir non seulement le premier parti, mais la véritable majorité à l'œuvre dans ce pays, on pourra commencer à parler alors d'une vraie dérive totalitaire. Or une telle dérive cesse d'être une simple dérive quand ceux qui s'y adonnent détiennent les leviers du pouvoir et mettent en pratique leur idéologie et leur rhétorique. Ici encore, la crise toute récente survenue en Tunisie pourrait nous servir d'avertissement à distance. Le régime de Ben Ali, après être apparu comme le garant d'une possible alternance (notamment par la limitation

*suite en page 3*

initiale du nombre de mandats présidentiels) et d'une résistance à la menace des Barbus, a fini par se transformer lui-même en un système réellement et effectivement totalitaire. Le goût naturel et ancestral du Pouvoir est ainsi fait qu'une fois établi dans l'illusion et dans la jouissance de sa propre pérennité, chaque gouvernant peut sans peine renier ses principes, dès lors qu'ils ne sont pas garantis par un ordre constitutionnel et démocratique extérieur à lui. On mesurera donc aussi la sincérité démocratique de l'UDC à sa capacité de mettre

en place, avec les autres courants d'opinion du pays, des garde-fous contre sa propre volonté de pouvoir.

Denis Müller  
Professeur d'éthique aux Universités de  
Genève et de Lausanne  
<http://www.unige.ch/theologie/faculte/collaborateurs/ethique/muller.html>  
<http://www.reforme.net/blog/Denis-Muller>  
[http://herosfoot.typepad.com/my\\_weblog/](http://herosfoot.typepad.com/my_weblog/)

## L'illusion populiste pervertit le débat politique

Depuis quelque temps nous assistons à une inquiétante montée du populisme dans plusieurs pays européens. Désorientés par la crise et le sentiment d'impuissance des partis au pouvoir, inquiets devant les effets de la globalisation, des électeurs se laissent séduire par les discours extrémistes. La Suisse n'échappe pas à cette dérive. En manipulant les chiffres et les faits, l'UDC offre des réponses simplistes à des problèmes complexes. De même, le *Mouvement citoyen genevois* pratique en permanence l'anathème et la démagogie tout en prétendant parler au nom d'une majorité silencieuse que lui seul défendrait.

Certes, le mot populisme est polymorphe. Il recouvre des notions différentes selon les pays. Ses variantes sont nombreuses. Mais on retrouve partout les mêmes constantes, le même rejet de la classe politique et des élites, les mêmes peurs identitaires, le même refus du multiculturalisme, le même rejet de la solidarité, le même conservatisme moral et politique.

En Suisse comme ailleurs, le populisme s'affirme autour d'un tribun charismatique qui, à coups de slogans réactionnaires, prétend exprimer le bon sens populaire et résoudre d'un coup de baguette magique les problèmes les plus complexes. Plus qu'une idéologie, c'est un style. Un style qui n'hésite pas à recourir à l'insulte et à la déconsidération de ses adversaires. Il suffit d'écouter certains discours de Christoph Blocher ou d'observer les affiches de l'UDC pour s'en convaincre. Confronter les programmes, opposer des propositions, est l'essence même du débat démocratique. Mais, diaboliser l'adversaire comme le font les populistes,

c'est desservir la politique et offrir un spectacle affligeant. Sans dialogue, sans respect de l'autre, il n'y a pas de débat, pas de démocratie.

Né de la démagogie et de la crise économique, le populisme se nourrit de cet abaissement du débat politique et de la perte de confiance des citoyens dans la capacité des élus à affronter les temps difficiles que nous vivons. L'idéologie blochéenne capitalise sur l'angoisse de citoyens qui se sentent désécurisés par la modernité et les bouleversements du monde. Nombreux sont ceux qui ont peur pour leur emploi ou leur retraite, peur pour l'avenir de leurs enfants. Est-on vraiment conscient dans les partis de droite et les milieux patronaux de l'ampleur de ces angoisses, du sentiment de précarité dans lequel vivent de nombreux Suisses, de cette défiance croissante à l'égard de la politique et des institutions? Mesure-t-on bien les effets dévastateurs qu'ont eu les bonus excessifs et les salaires indécentes dans une partie de l'opinion?

Dans ce contexte il est facile pour les populistes de dénigrer les élus et de promettre des lendemains qui chantent. Peu importe si ces promesses reposent sur du vent et sont contredites par les faits. Peu importe si la Suisse de carte postale figée dans un passé idéalisé que célèbre l'UDC est synonyme d'exclusion, d'égoïsme et de rejet de celui qui est différent. Ce qui compte, c'est de dénoncer ses adversaires à coups de slogans simplistes dans une attitude purement protestataire. Alors que la crise économique et financière, la globalisation des marchés ou le changement climatique, sont des défis majeurs qui exigent des solutions difficiles et complexes, l'UDC propose de revenir aux solutions du temps pas-

sé. Chantres d'un *Alleingang* illusoire, ses dirigeants capitalisent sur la peur. Ils exaltent les valeurs patriotiques et le repli sur soi, renforçant les sentiments de frustration et l'inquiétude d'une partie de l'opinion.

En prônant le «moins d'Etat», en démantelant la loi sur le chômage, en s'opposant à la limitation des bonus des dirigeants des banques ou en remettant en cause certaines conquêtes sociales de ces cinquante dernières années dans une vision purement libérale, les partis de droite font le jeu des populistes et de l'UDC. Ils renforcent l'angoisse des plus fragiles de notre société et les jettent dans les bras de ceux qui leur promettent la lune.

Pour combattre le populisme, pour redonner confiance à ceux qui se sont laissés séduire par des discours simplistes, c'est au contraire d'un Etat régulateur dont nous avons besoin. Ce n'est pas du moins d'Etat qu'il faut pour combattre l'illusion populiste et les dérives auxquelles nous assistons, mais du mieux d'Etat. Un Etat garant du contrat social, acteur majeur en matière de recherche, d'éducation, de formation et de relance économique. Un Etat qui fait de la solidarité avec les plus faibles l'alpha et l'oméga de son action. Un Etat qui sait que la diversité est source d'enrichissement. C'est à ce prix et à ce prix seulement que nous dissiperons cette illusion populiste qui pervertit le débat politique. Car l'histoire nous enseigne qu'il ne faut pas prendre à la légère les dérives du national-conservatisme auxquelles nous assistons depuis quelque temps et qu'il devient urgent d'agir.

Claude Torracinta  
Journaliste, Sézenove (Genève)

## Nous sommes tous des moutons noirs

Au soir de sa pseudo-landsge-meinde victimaire, l'UDC a déclaré qu'il n'y avait plus désormais que deux partis en Suisse: elle, contre tous les autres. Cette proclamation est exemplaire d'une dérive totalitaire: manichéisme et simplification. Elle exprime la haine de la complexité, de la nuance, de la tolérance et du débat. Nous avons raison contre tous, disent les populistes, mais avec le peuple souverain, que nous sommes seuls à entendre et à comprendre. Le succès politique de l'UDC est totalitaire en ce sens qu'il tend à l'hégémonie, même si arithmétiquement, il en est loin. Plus des deux-tiers des citoyens suisses ne votent pas pour l'UDC, ce qui ne l'empêche pas de se prétendre leur unique représentante légitime. Son dernier slogan: «Les Suisses votent UDC!» montre que ce parti a l'art de prendre une partie pour le tout. Quand il parle de l'islam ou de «l'islamisation de la Suisse», c'est une affirmation générale, qui ne s'encombre pas des particularités du pays, au nom duquel, pourtant, il parle. Il a vocation à détenir la vérité, ce qui, on dirait, le dispense d'argumenter. Le dénigrement de l'adversaire lui tient lieu de pensée. Dans un livre récent consacré à Oskar Freysinger, l'éditeur Slobodan Despot en donne un exemple frappant: si Oskar triomphe, c'est que les autres sont nuls: ses adversaires font preuve face à lui d'une «stupeur bégayante»! La classe politique est «exsangue»; la gauche est «tiède» et «vide». Lorsqu'il était conseiller fédéral, Christoph Blocher n'a jamais fait autre chose que de vilipender ses adversaires, la classe politique dans son ensemble et plus spécialement les juges.

Cette forme de totalitarisme se distingue pourtant du fascisme ou du nazisme parce qu'il n'est pas visionnaire: l'UDC ne cherche pas à fournir au peuple des moyens pour vivre mieux. Elle prétend lui offrir des armes pour assurer sa sécurité dans un monde confiné. Elle se positionne dans le repli, la fermeture et le refus de l'autre. Tout

ce qui pourrait amener de l'altérité: la culture, le non conformisme, la marginalité, la folie, la maladie, la rébellion, fait pour elle partie du monde de l'abus, donc de la menace: faux réfugiés, faux invalides, faux chômeurs, mais vrais profiteurs!

*La dictature est une chose éphémère. Un état de société où l'on ne peut pas exprimer ses pensées, où des enfants dénoncent leurs parents à la police (ndlr: c'est ce que l'UDC voudrait faire à propos des étrangers qui sont en situation irrégulière et dont les enfants sont scolarisés), un tel état de société ne peut pas durer longtemps.*

Winston Churchill

Le problème est que cette tendance, partout en Europe, est en train de se rendre respectable. Même le néofasciste italien Gianfranco Fini a réussi à recycler son parti en un mouvement fréquentable. Au Danemark, en Suède, aux Pays-Bas, en Suisse, les populistes ont fait entrer le racisme et la xénophobie dans le politiquement correct, en instrumentalisant les valeurs unanimement reconnues dans notre société. Ainsi l'islamophobie s'adosse aux principes de l'égalité entre hommes et femmes, de l'Etat de droit, de l'intégration sociale, de la laïcité et en même temps du christianisme. Or ces références ne servent qu'à condamner, en vrac, le voile islamique, la charia, le communautarisme, la différence ou la délinquance. Parallèlement, aucun effort n'est fait pour la mise en œuvre de ces valeurs à l'intérieur de la société suisse, où, selon la conception de l'UDC, la femme doit de préférence rester à la maison, où la Constitution et les conventions internationales sont quantités négligeables face aux désirs du peuple souverain, où l'intégration devient un impératif catégorique de soumission à la culture dominante et aux exigences

de l'économie de marché.

Mais l'UDC n'est pas la seule responsable des dérives totalitaires dans notre société, bien qu'elle y contribue. Ses succès tétanisent à ce point les partis bourgeois, qu'ils n'en finissent plus de plier l'échine devant le bulldozer populiste. Le processus législatif qui a présidé à l'élaboration de la loi sur l'asile et de la loi sur les étrangers (LAsi, LEtr) en est un bon exemple. Alors aux commandes à la tête du département de justice et police, Christoph Blocher a eu beau jeu de prétendre que tous les durcissements proposés ne procédaient pas de sa volonté à lui, mais des autorités cantonales, des motions acceptées par le parlement fédéral, des majorités obtenues avec constance aussi bien au Conseil des Etats qu'au Conseil national et enfin du Conseil fédéral lui-même. Nous sommes en train de devenir une société manipulée. Au soir de la votation sur l'initiative pour le renvoi automatique des étrangers criminels, les médias ont osé parler du triomphe de l'UDC (53% des votants, vous parlez d'un triomphe!), et tous ont fait état de l'existence incontestée d'un problème dans la population que l'UDC avait su percevoir, de cette peur réelle qu'il était juste de prendre en compte. Mais cette peur «réelle» n'a-t-elle pas été créée à coups de messages simplistes, d'images terrifiantes, de faux sondages, de chiffres truqués, tout l'arsenal d'un régime devenant totalitaire?

La politique migratoire n'est pas le seul exemple. L'obsession sécuritaire a déjà profondément perverti notre ordre juridique, des fichiers de police à la répression pénale, en passant par le démantèlement de la solidarité sociale. Nous vivons sous l'œil des caméras de vidéosurveillance, ce qui, de notoriété générale, sert davantage à rassurer la population qu'à lutter contre la criminalité. 200'000 personnes figurent déjà dans le fichier ISIS du Service de renseignement de la confédération (SRC), dont de pa-

suite en page 3

cifiques organisateurs de manifestations publiques. Des fans de foot au Black Block, des députés bâlois d'origine kurde aux donateurs d'organisations pro-palestiniennes ou à des étudiants juifs, tous sont fichés comme des terroristes en puissance. Ça, c'est la répression «soft», qui s'exerce moins par la vertu d'une volonté implacable de tenir le peuple sous la dictature de l'Etat que par l'effet d'une maniaquerie imbécile et négligente. La répression pénale, elle, s'exerce de plus en plus durement. N'oublions pas qu'avant de nous faire voter sur les minarets et l'expulsion des étrangers, l'UDC avait déjà réussi à introduire dans le code pénal l'internement à vie des délinquants dangereux, sans espoir de libération, en violation de la CEDH, faisant de la Suisse une société d'exclusion.

Les nouvelles formes de répression pénale ont fait voler en éclat ce qui constituait auparavant une sorte de contrat social: pour tel délit, telle sanction. Tu transgresses la loi, tu paies ta dette à la société, tu essaies de te racheter et en contrepartie, la société t'aide à te réinsérer. Avec les mesures d'internement, on est dans une tout autre logique. Enfermé pour une durée indéterminée, l'auteur d'un délit n'est plus en situation de se construire un avenir, ni même de l'imaginer. Il est puni non pas pour ce qu'il a fait, mais pour ce qu'il pourrait faire dans l'avenir. Condamné à quelques mois de prison, mais enfermé pendant des années, il est dépossédé de son destin, livré à l'arbitraire du pouvoir. Et s'il se rebelle par des actes d'insoumission, en mettant le feu à sa cellule ou en s'engageant dans une grève de la faim, il est soumis à la violence de l'institution, il subit l'isolement et la mort, comme Skander Vogt à Bochuz en mars dernier, ou l'injonction à l'alimentation forcée, comme Bernard Rappaz, dans un bras de fer inédit entre le pouvoir politique, le pouvoir juridique et l'institution sanitaire.

Dérives totalitaires... Il faudrait encore évoquer celles de l'économie, ou, pour parler plus vrai, celles du capitalisme mondialisé. Au XX<sup>e</sup> siècle, peut-être même jusqu'à la

chute du mur de Berlin en 1989, on pouvait avoir l'impression que le capitalisme était surmontable et qu'il était possible de construire une société plus juste, solidaire, non bureaucratique. On pouvait croire à un affrontement entre classes sociales, entre des entités humaines capables de volonté, voire d'utopies. Aujourd'hui, l'économie n'est plus entre les mains d'une classe de patrons, de dirigeants, de propriétaires, d'entrepreneurs auxquels s'opposent les travailleurs salariés. Elle est totalitaire en ce sens qu'elle est un système. Nous vivons sous la dictature des banques, peut-être même pas des banquiers. «Too big to fail», c'est la métaphore du piège qui nous enferme: celle qui légitime les Etats à engloutir des milliards d'argent public pour renflouer les banques, puis à produire des plans d'austérité pour éponger la dette, au détriment des plus vulnérables. Non pas par perversion, non pas par conviction, non pas en raison d'un sombre complot capitaliste, mais juste parce que l'effondrement d'une banque représenterait l'effondrement de toute l'économie, donc aussi celle des plus pauvres.

*Dès le début, les expériences soviétique, nazie et fasciste ont eu comme principal déterminant une conception d'un Etat absolu hors duquel aucune activité ne peut exister sans qu'elle soit intégrée et dominée.*

Calvin B. Hoover (1937)

S'échapper? Oui! Mais comment? Nous ne sommes pas en dictature. Nous ne pouvons pas désigner un tyran à abattre. Nous nous sommes, de notre plein gré, plongés dans la complexité du monde, et nous détestons les simplifications abusives. Alors que peut-on faire? Personne n'a la solution. Mais il existe quelques lueurs... Une piste nous est indiquée là où se pratique la résistance et la désobéissance civile, comme les mettent en œuvre les groupes d'appui aux migrants, qui travaillent avec une générosité et une efficacité remarquables. C'est

vrai aussi pour les réseaux des objecteurs de croissance, qui s'emploient à construire une société plus conviviale, une économie sociale et solidaire, libérée de l'aliénation consumériste.

Bien que contestée, mais de beaucoup plus grande portée, on peut voir dans l'opération Wikileaks un formidable renversement du monopole de l'information, et donc du pouvoir, détenu par les Etats, particulièrement du plus puissant d'entre eux, les Etats-Unis. Comme le constate Umberto Eco dans un article paru dans *Le Temps* (16.12.2010), le mariage entre les nouvelles technologies de la communication et l'idéologie sécuritaire a permis de maintenir la population entière sous une surveillance constante. Mais «lorsque l'on démontre, comme ça arrive maintenant, que même les cryptes des secrets du pouvoir ne peuvent échapper au contrôle d'un hacker, le rapport de contrôle cesse d'être unidimensionnel et devient circulaire». C'est potentiellement tellement subversif que des ministres ou des chefs d'Etat n'hésitent pas à proclamer que la transparence absolue est une forme de terrorisme, et qu'ils songent à faire disparaître le fautif par tous les moyens. Mais ceci justifie-t-il cela? Le viol des secrets d'Etat (qui n'en sont d'ailleurs pas, puisque, comme le remarque Umberto Eco, ils sont «vides», car puisés dans les médias) est-il une juste vengeance qui nous console du Big Brother qui nous épie? Difficile question...

«Notre situation se situe à l'exact opposé de celle qui prévalait au début du vingtième siècle, écrit le philosophe Slavoj Zizek (*Le Monde diplomatique / Le Courrier*, 20.11.2010), quand la gauche savait exactement ce qu'elle devait faire, mais devait attendre patiemment le moment propice pour passer à l'acte. Aujourd'hui, nous ne savons pas ce que nous devons faire, mais nous devons agir tout de suite, car notre inertie pourrait bientôt produire des conséquences désastreuses.»

Anne-Catherine Menétrey-Savary

## UDC: Ultras Défenseurs du Capital

Quiconque est devenu célèbre ou qui piaffé pour le devenir a cédé à l'une des deux pulsions primitives, le désir ardent de dominer l'autre et celui, non moins vif, de posséder davantage que ses semblables.

Dans un système républicain, les **dominants**, doivent passer par les Fourches Caudines du suffrage pour s'imposer. Ne pointant que la gloire d'être élu, ils ne voient rien d'autre que leur prochaine campagne électorale. Une fois élus, les pièges parlementaires les affublent d'œillères qui les empêchent de lorgner à gauche sur la misère des peuples et à droite sur leurs spoliateurs.

Par contre, les **possédants**, ces personnalités parvenues à la renommée par leur instinct prédateur, voient toujours plus loin que les autres. Rien ne leur échappe de ce qui pourrait menacer leur magot. Ainsi, dans les systèmes productivistes, qu'ils soient capitalistes ou bureaucratiques, ils surveillent étroitement l'Etat, sa gestion, sa justice, sa police et son armée. Au moindre faux pas qui leur serait préjudiciable, ils sévissent en échafaudant immédiatement une stratégie d'intimidation, de corruption ou d'élimination pure et simple par un coup d'Etat, brutal ou sournois.

*Il ne faut pas faire par les lois ce qu'on peut faire par les mœurs.*

Montesquieu

C'est le cas notamment de l'intention d'un certain Christophe Blocher, multimilliardaire, faussement accusé de jalouser les dictatures fascistes révolues. Il n'en est rien. Tel un grippe-sou, il ne défend que sa fortune et celle de ses semblables car, bien que concurrents, ils peuvent toujours lui être utiles.

Alors que les personnalités qui gouvernent s'affolent vainement en apprenant le drame des migrations, les émeutes de la faim, de la souffrance, de l'injustice dans le monde, les possédants réactionnaires, qui voient mieux et plus loin, préparent froide-

ment les moyens de mater l'«humanité excédentaire» celle qui leur coûte sans les enrichir. Ils s'accoutrent alors de toge parlementaire, s'imposent par leur harangue et construisent des partis populistes pour y placer leurs émules et quelques démagogues qui feront avaler leurs boniments.

Au cours du siècle passé, les possédants menacés ont fait passer leur projet en appelant à «notre génie propre», «notre espace vital», «nos conquêtes», «notre identité»... L'UDC a trouvé un camouflage plus misérable: «Notre Suisse», «Nos monts indépendants», notre «Qualité Suisse» et autres cucuterics qui ne font plus rire.

Non, l'UDC des Blocher, Freysinger et autres machos vulgaires, n'est pas celle que l'on croit. Elle se moque des affaires qui tracassent quotidiennement les parlementaires et programme la suite... Ce que reluquent ces gens, c'est la dépouille de l'Etat pour gaver leur progéniture. C'est pourquoi ils se veulent les «Ultras Défenseurs du Capital», UDC. Pour ce faire, il leur faut une base sociale agacée, rancunière et violente contre le pouvoir établi. Celle-ci doit défendre son pécule et s'enrichir davantage sur le dos des appauvris qu'elle expulsera de gré ou de force, quel qu'en soit le prétexte: «réfugiés» (entendez «drogués»), «islamistes» (entendez «terroristes»), «fiancés» (entendez «violeurs»), «électeurs» (entendez «moutons»), «célibataires» (entendez «pédérastes»)...

Bref, sous des apparences bon enfant, l'UDC distille les appâts rances de la haine. La violence oratoire et publicitaire, le port d'arme, la peine de mort, sont faits pour cela. Si tant de personnes soutiennent l'UDC, c'est parce que son programme est enjolivé de quelques vérités pertinentes que les autres partis, de gauche ou de droite répugnent à admettre.

L'UDC n'a aucun mérite politique, sa stratégie n'a rien d'original. Depuis un siècle il en a toujours été ainsi. A chaque crise économique ou sociale, il s'est trouvé un petit malin, barbouilleur raté, général désœuvré ou braillard maniaque qui, re-

niflant la gloire, s'est mis au service des puissants, dont le pouvoir ou l'avoir étaient menacés. Ayant perdu toute autorité, incapable de calmer la colère du peuple, de le réprimer à coup de matraque et d'en fusiller quelques-uns pour l'exemple, il ne reste aux gouvernants démocratiques qu'à céder leurs trônes aux dictateurs et les remercier de s'occuper, pour quelques années – pas davantage! – des sales besognes. L'intermède totalitaire est une pratique courante de la «démocrature» et le colonel Blocher connaît ses classiques.

*Ce n'est jamais dans l'anarchie que les tyrans naissent, vous ne les voyez s'élever qu'à l'ombre des lois ou s'autoriser d'elles.*

(Marquis de Sade)

Ainsi leur «démocratie» étant sauve, les Etats peuvent sans crainte condamner les tortionnaires qu'ils ont secrètement recrutés. Quant à leurs meneurs, suicidés ou pendus, rarement condamnés de leur vivant, ils en feront plus tard les boucs émissaires des années de sang et de larmes.

Il n'est pas besoin d'être grand clerc pour découvrir le malaise actuel des possédants. Qu'ils contrôlent la richesse, le travail, les ressources ou l'information, tous ont peur, mais ne font semblant de rien pour éviter une fatale «crise de confiance». Il n'est plus de jours sans que l'on annonce de nouvelles secousses, celles qui précéderont le séisme dévastateur. Les «démocraties» vont droit dans le mur. L'UDC, comme ses émules dans pratiquement tous les autres pays d'Europe, voyant venir la débandade institutionnelle, prépare en toute hâte le sauvetage des magots et la mise hors d'état de nuire des mendiants, réfugiés, retraités ou chômeurs qui pourraient leur soustraire quelques miettes pour survivre.

UDC: «Union Démocratique du Centre», dites-vous? Détrompez-vous, ça urge!

François Iselin

# Totalitarisme et démocratie

Pour préparer cet article, je me suis replongé (rapidement) dans quelques auteurs (Hannah Arendt, George Orwell, René Girard, et l'incontournable Wikipedia). J'ai été frappé de ce qu'on ne parle de totalitarismes que depuis qu'existe la démocratie, les exemples classiques étant Mussolini, Hitler, Staline. Certes il y a eu des tyrannies abominables tout au long de l'histoire. Qu'on pense à celles de Néron, Isabelle de Castille, Pierre le Grand, Napoléon, aux conquêtes coloniales, pour ne prendre que quelques exemples. Mais on ne les appelle pas totalitarismes. La caractéristique des totalitarismes du XX<sup>e</sup> siècle est qu'ils sont nés de la démocratie. Mussolini et Hitler sont arrivés au pouvoir portés par le peuple et Staline est l'héritier d'une révolution du peuple russe. On peut ajouter Mao et Khomeiny à la liste. Il y a eu d'autres régimes totalitaires nés de coups d'Etat ou de guerres civiles (Franco, Pinochet, Videla, les Khmers Rouges, les Talibans) qui visaient à empêcher l'exercice de la démocratie, mais qui s'appuyaient sur la peur ou la volonté du peuple ou d'une partie du peuple.

Ayant travaillé plusieurs années dans des ONG qui luttent contre la torture, plus récemment en observant la politique suisse d'asile, j'ai pu vérifier cette incroyable tendance à banaliser la cruauté, chez tous ceux qui exercent le pouvoir. Cela est implacablement décrit par George Orwell dans son «1984», c'est ce que Hannah Arendt appelle la «banalité du mal», ce que René Girard constate en montrant que toutes les cultures sont basées sur le sacrifice d'un bouc émissaire. C'est, pour citer une dérive d'un pays qui est certes démocratique, l'indifférence des autorités suisses pour des situations invivables comme l'aide d'urgence pour les requérants d'asile ou leur renvoi dans des pays où le risque de torture est évident et qu'on peut bien appeler une dérive totalitaire.

Je me suis alors demandé s'il y avait un lien entre démocratie et totalitarisme. Si l'on remonte avant le XX<sup>e</sup> siècle, ne peut-on pas parler de totalitarisme à propos de Robespierre

(dont la dictature est née de la révolution française)? Certains disent que l'œuvre de Rousseau (incontestable inspirateur de la démocratie) portait en germe des éléments totalitaires. En tout cas les régimes totalitaires prétendent se fonder sur des valeurs populaires. Ils ne nient pas la volonté du peuple, ils prétendent en être l'émanation ou le protéger contre lui-même, au nom de valeurs supérieures, souvent religieuses. Les démocraties et les religions ne sont donc pas à l'abri de dérives totalitaires. Même s'il faut ajouter que seule une démocratie bien comprise peut nous protéger de ces dérives totalitaires.

*La force et la faiblesse des dictateurs est d'avoir fait un pacte avec le désespoir des peuples.*

Georges Bernanos

Je me suis aussi ressouvenu de Dostoïevski et de l'inoubliable conte, raconté par Ivan Karamazov, de la rencontre entre le Christ et le Grand Inquisiteur. Ce dernier condamne le Christ parce qu'il a refusé les trois tentations du diable: donner du pain au peuple, l'éblouir par des miracles et prendre le pouvoir. Le Grand Inquisiteur avait bien vu que c'étaient là trois moyens d'asservir le peuple. Car il est bien vrai que les peuples ne demandent pas mieux que de renoncer à leur liberté si on leur promet de quoi assouvir leurs besoins, s'ils ont des vedettes à admirer et des princes puissants, fussent-ils cruels, qui leur donnent l'illusion de dominer. Aussi le Grand Inquisiteur ne supporte-t-il pas celui qui donne la liberté et les totalitarismes ont-ils muselé ceux qui pensent.

La grande question n'est pas tant pourquoi il y a eu des régimes totalitaires, mais plutôt pourquoi les peuples les ont-ils acceptés.

Quelle est alors la réponse aux dérives totalitaires? Je ne pense pas que ce soit la révolution, car les révolutions ont trop souvent débouché dans un autre totalitarisme. En revanche la

révolte, comme le pensait Albert Camus, et l'indignation comme le clame Stéphane Hessel, sont l'étincelle qui permet la résistance. Je ne pense pas que ce soit non plus un enseignement moral ou religieux, car trop souvent celui-ci a débouché dans l'intolérance, même si la foi, chez beaucoup, a été à l'origine du combat. Je ne crois pas non plus que ce soit le développement économique, car celui-ci n'empêche pas les exclusions et le racisme qui sont les signes avant-coureurs du totalitarisme.

Je pense que la prévention des dérives totalitaires dans les pays riches (notamment la Suisse ou les Etats-Unis), comme dans les pays en développement, nécessite d'abord le respect de deux ou trois exigences fondamentales. J'en citerai quelques-unes qui sont classiques et revendiquées depuis longtemps:

- le respect de la séparation des pouvoirs (le pouvoir judiciaire, composé de juges indépendants, doit pouvoir contrôler l'élaboration des lois et le gouvernement doit les appliquer);
- une éducation non idéologique donnée à toutes et à tous (un peuple aux neuf dixièmes analphabète ou éduqué dans une idéologie intolérante comme la Révolution culturelle chinoise, la révolution islamique, le biblicisme obtus, etc, est facilement manipulable). La laïcité bien comprise est fondamentale;
- le minimum vital garanti à tous. Cela implique des mesures contre la corruption (quand la majorité connaît la faim, le peuple est facilement manipulable par ceux qui ont acquis la richesse).

Ces trois mesures, si elles sont garanties, seront plus efficaces que l'extension des droits populaires, la prédication religieuse ou de nouveaux programmes sociaux.

François A. de Vargas  
Ancien secrétaire de la  
Déclaration de Berne,  
puis de l'Association pour  
la prévention de la torture

# L'Etat totalitaire et le droit

*Le totalitarisme ne tend pas vers un règne despotique sur les hommes, mais vers un système dans lequel les hommes sont de trop.*

Hanna Arendt<sup>1</sup>

Beaucoup d'auteurs contemporains des événements ont décrit et analysé le phénomène totalitaire en voyant naître et se développer sous leurs yeux les nouveaux régimes qui ont pris leur essor en Europe dans la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Relire aujourd'hui ces textes ne présente pas seulement un intérêt historique mais permet aussi de rafraîchir les mémoires<sup>2</sup>.

*L'Etat totalitaire par sa nature même, on le conçoit, est amené à dépasser les limites observées jusqu'à lui. Tout le monde doit avoir foi en l'Etat nouveau et apprendre à l'aimer. Pas une idée opposée, pas une voix dissidente. De l'école primaire à l'Université, il ne suffit pas de pratiquer un conformisme sentimental; il faut la soumission intellectuelle et morale complète, l'enthousiasme confiant, l'ardeur mystique d'une religion. Le communisme, ou le fascisme, ou le nazisme, est et doit être une religion.*

Luigi Sturzo (1938)

Un petit groupe d'hommes, organisé en parti politique fortement hiérarchisé, parvient au pouvoir, soit par la violence révolutionnaire (Russie), soit par le biais des mécanismes constitutionnels existants, qu'il détruit dès qu'il n'en a plus l'utilité (Italie, Allemagne). Les nouveaux maîtres s'appuient sur une «*structure gouvernementale au sein de laquelle le principe de séparation et de contrôle mutuel des pouvoirs est remplacé par une concentration du pouvoir suprême entre les mains d'un homme ou d'un groupe d'hommes qui ne sont responsables devant aucune opinion publique libre et qui exercent un pouvoir absolu sur l'exécutif, le législatif et le judiciaire.*»<sup>3</sup> Ils définissent souverainement ce qui sera dorénavant permis, imposé ou interdit, sans se préoccuper des opinions contraires, ni des droits acquis, puisque «*le droit n'existe qu'en tant que moyen de pouvoir; ce n'est pas l'observation qui importe pour l'autorité, c'est l'effet pratique de la domination.*»<sup>4</sup> S'agissant plus particulièrement des autorités judiciaires, «*le nouveau principe allemand, le juge ne doit pas décider selon la loi, mais selon un sentiment*

*national sain, reconnaissable dans l'intime conviction du juge, est identique au principe soviétique qui précise que 'le juge doit statuer selon le sentiment du peuple révolutionnaire'. Mêmes symptômes, mêmes causes.*»<sup>5</sup> Quant à la protection des libertés individuelles, elle passe à la trappe car, comme l'annonce Adolf Hitler dans *Mein Kampf*, «*le dogme de la liberté et de la dignité individuelle n'a fait que trop de ravages; il ne pèsera pas un fétu le jour où nous organiserons vraiment l'Etat.*»<sup>6</sup> Promesse tenue!

Finalement, pour affermir son pouvoir, le régime totalitaire a besoin d'une idée-force qui définit une communauté d'appartenance (la classe sociale, la nation, la race) dont il exalte la supériorité pour mieux flétrir ceux qui en sont exclus. La propagande se charge ensuite «*d'attiser la haine de la foule contre des minorités qui sont assez importantes pour être identifiées et trop petites pour se défendre, telles que les Juifs en Allemagne et les 'koulaks' ou la 'bourgeoisie'... en Russie.*»<sup>7</sup>

## Normaliser les monstres

Le droit, qu'il ne faut confondre ni avec la morale ni avec une idéologie politique, est constitué de normes ayant pour objet, notamment, de distinguer ce qui est licite et ce qui ne l'est pas. Ces règles ne sont pas immuables et peuvent toujours être corrigées. C'est ce qu'on feint d'oublier quand on proclame que «celui qui n'a rien à se reprocher n'a rien à craindre». Car les situations changent parfois très rapidement et une personne qui, aujourd'hui, n'a effectivement rien à craindre pourra demain, sans avoir modifié en quoi que ce soit son comportement, tomber sous le coup d'une nouvelle loi. Les régimes totalitaires en offrent maints exemples. En voici un: jusqu'au 2 octobre 1940, un citoyen français de confession israélite pouvait pratiquer n'importe quel métier ou exercer une fonction publique, sans que cette appartenance religieuse y fasse obstacle. Par contre, à partir du 3 octobre le droit français faisait de cet Israélite un individu «de race juive», auquel était désormais fermé l'accès à la plupart des fonctions publiques et à de nombreuses professions. Par conséquent, celui qui jusqu'à cette date fatidique – celle du premier statut des juifs, promulgué par le gouvernement de Pétain sur le modèle de la législation allemande – gagnait son pain sans avoir «rien à se reprocher», devenait d'un jour à l'autre, en toute légalité, un paria ayant désormais beaucoup à craindre, y compris pour sa vie, comme l'avenir allait le montrer. Cette loi et celles qui suivirent furent appliquées avec un soin scrupuleux par les nouvelles autorités de l'«Etat français». Un éminent juriste en a tiré la leçon suivante: «*Ce qui m'a surtout frappé, à travers l'étude de l'application jurisprudentielle des textes antisémites, écrit-il, c'est la faculté étonnante et effrayante que peut avoir un système juridique à normaliser les monstres.*»<sup>8</sup>

On peut en dire autant du fonctionnement du système judiciaire dans les régimes totalitaires qui ont sévi en

suite en page 9

<sup>1</sup> *Le système totalitaire*, Ed. du Seuil, Paris 1972, p. 197.

<sup>2</sup> Bernard BRUNETEAU, *Le totalitarisme. Origine d'un concept, genèse d'un débat. 1930-1942*, Ed. du Cerf, Paris 2010.

<sup>3</sup> *Loc. cit.*, p. 347 (Karl LOEWENSTEIN, 1935).

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 169 (Boris MIRKINE-GUETZEVITCH, 1930).

<sup>5</sup> *Ibid.*, p. 202 (Emil VON HOFMANNSTHAL, 1935).

<sup>6</sup> *Ibid.*, p. 389 (Julien BENDA, 1940).

<sup>7</sup> *Ibid.*, p. 187 (William Henry CHAMBERLIN, 1935).

<sup>8</sup> Pascal ANCEL, *Le droit antisémite de Vichy, Le genre humain* n° 30/31 (1996), p. 380.



Europe au siècle passé. Qu'il s'agisse de l'Union soviétique au temps de Staline et de son serviteur zélé, le procureur Vyichinski; de l'Italie fasciste et de ses professeurs de droit; de l'Allemagne nazie et de ses thuriféraires – au premier rang desquels le célèbre constitutionnaliste Carl Schmitt – ou de la France de Vichy et de ses tribunaux, les juristes se sont, à quelques rares exceptions près, fort bien accommodés des nouvelles règles de droit qu'ils avaient contribué à rédiger, commenter et appliquer, donnant ainsi une affligeante illustration des excès auxquels peut conduire un positivisme juridique qui omet toute distance critique à l'égard du législateur.

Bien qu'aucun parti politique suisse ne propage aujourd'hui ce genre d'idéologie, l'observateur attentif discerne, ici ou là, d'inquiétantes résurgences de théories qu'on imaginait profondément enterrées après les désastres provoqués par la guerre de 1939 à 1945.

## Quel sera le prochain angle d'attaque?

Lors des récentes votations, La Chaux-de-Fonds a été une des villes suisses qui n'a pas cédé aux sirènes tonitruantes de la haine xénophobe affichée avec arrogance et savamment distillée et qui fait son chemin lentement mais sûrement dans les esprits des citoyens de ce pays dont la tradition humaniste judéo-chrétienne est pourtant sous-jacente dans la Constitution.

Ce courage politique face à la déferlante populiste et la lucidité du

choix de la majorité de son électorat ne sont pas sans évoquer l'héroïsme d'hommes et de femmes qui ont dénoncé la barbarie nazie au péril de leurs vies. L'Histoire contemporaine se souvient d'eux comme des Justes.

Nulle prétention de faire une transposition historique point par point entre la montée du national-socialisme d'hier et celle, non moins palpable, du repli identitaire d'aujourd'hui. Cependant on est autorisé à se demander quelle sera, non

pas la prochaine la cible, qui ne fait désormais aucun doute, mais plutôt le prochain angle d'attaque qui fera mouche contre la minorité visible.

Hier les minarets, aujourd'hui la sécurité: quel slogan populiste frappera le regard de chaque automobiliste à l'arrêt des feux ou contours, de chaque mère de famille conduisant son enfant à l'école? Qui pourra évaluer les séquelles du choc émotionnel et du traumatisme produites par ces images récurrentes chez des sujets vulnérables? Apparemment, personne ne semble s'en émouvoir, ni les sympathisants de ces idées, encore moins les initiés.

Ici et là on évoque le retour au contingentement de travailleurs saisonniers, la séparation des élèves dans les classes, l'abolition de la loi antiraciste, la suppression du bureau de la cohésion multiculturelle, le tout dans un silence assourdissant des lieux de parole traditionnels. Alors que l'étau de l'exclusion semble se resserrer au fil des initiatives, que les verrous du repli identitaire se mettent dans les gonds, érigent les murs de la honte dans les esprits, pourra-t-on dire qu'on ne savait pas?

Par son refus de suivre le courant et sa volonté de se démarquer de la culture du mouton, La Chaux-de-Fonds ne mérite plus seulement d'être inscrite au patrimoine culturel de l'Unesco mais aussi au Panthéon de l'humanisme.

Adèle Moeschler-Ekoumou  
Les Brenets

*La civilisation est avant tout la volonté de vivre en société. On est incivil et barbare dans la mesure où l'on ne compte pas avec les autres. La barbarie est la tendance à la dissociation. Aussi toutes les époques barbares ont-elle été des temps de morcellement humain, où pullulaient d'infimes groupes divisés et hostiles.*

José Ortega y Gasset (1930)

C'est pourquoi, tout en se gardant de crier au loup à la moindre alerte, les démocrates doivent rester vigilants et se montrer déterminés, s'il y a lieu, à barrer la route aux ennemis de la liberté.

Raymond Spira  
Ancien juge fédéral, La Chaux-de-Fonds

### Le billet d'Henri Jaccottet

Que s'est-il passé durant ma longue vie? Je vous propose un survol des cent dernières années en Occident (présomptueux?).

Au début, il y eut la guerre de 1914-18, celle de la génération de mes parents: la fleur de la jeunesse de France et d'Allemagne y fut décimée: huit millions de morts, en majeure partie des soldats; les conséquences génétiques pour la population des deux pays, ignorée à l'époque, se révéla la génération suivante, qui fut au pouvoir dans les années 30: elle n'osa pas arrêter la montée des totalitarismes qui ravalèrent l'individu au rang d'un sujet obéissant qui se tait.

C'est Munich (1938) et la guerre de 1939-45. 65 millions de morts, en majorité des civils, on ne répètera jamais assez ces chiffres.

Après la guerre, par opposition, on assiste à un raz-de-marée individualiste, diabolique invention états-unienne; le néolibéralisme va pouvoir gangrener l'économie et la politique des deux cotés de l'Océan Atlantique. Cerise sur le gâteau, le tandem franco-allemand met la charrue devant les bœufs et comment l'aberration de vouloir réunir tous les pays d'Europe – ou presque – sous le seul chapeau... d'une monnaie, l'euro! Du jamais vu! Et c'est la faillite des banques au début de notre siècle, en 2008. Sans prendre l'avis des citoyens, les États à qui-mieux-mieux renflouent les banques sans autre procès. Sitôt le gros de la tourmente passé, les banquiers qui ne savent rien faire d'autre, reprennent leur comportement néolibéraliste fructueux pour eux et une petite minorité d'initiés; quant au peuple, il attend la récurrence en jouissant du présent: pas question de s'occuper de la surpopulation, du paupérisme, des désastres climatiques, de la fin du pétrole et j'en passe... A d'autres!

## Les dérives totalitaires, lois et technique

On entend généralement sous le nom de totalitarisme l'hégémonie d'une personne ou d'un groupe de personnes sur la société, la dictature étant sa forme la plus accomplie. Ce genre de régime a malheureusement existé et continue d'exister, le dictateur ayant quasiment le droit de vie et de mort sur les citoyens. Il y a eu Hitler, Staline, Salazar, Franco, Pinochet, Pol Pot et j'en passe. Ça en fait beaucoup et ils ont marqué l'histoire.

Mais le totalitarisme se manifeste aussi dans les sociétés dites démocratiques. Il est en fait une conséquence presque inévitable du pouvoir institutionnalisé, de ses hiérarchies et de ses moyens de contrôle. Ceux-ci ont tendance à se développer et se diversifier grâce à un envahissement progressif de la technique dans la vie des citoyens.

La technique et les technocrates cherchent à rendre les citoyens totalement tributaires de services centralisés, au nom bien sûr de leur bien-être et de leur confort. Un bon exemple est la fourniture d'eau potable et la gestion des eaux usées. Ainsi la loi fédérale sur la protection des eaux stipule que les eaux usées doivent être introduites dans un réseau d'égouts et acheminées vers des stations d'épuration. Initialement cette loi ne souffrait pas d'exceptions et a donné lieu à bien des aberrations, des habitations isolées produisant peu d'eaux usées que l'on pouvait traiter sur place (fosse septique ou étanche, infiltration dans le sol qui est le meilleur épurateur connu), étant contraintes à grands frais de se raccorder au réseau d'égouts. Avec l'aide de Mme Bauer-Lagier, alors conseillère nationale, il a été possible d'introduire dans la loi une clause complémentaire qui autorisait des exceptions dans le cas où les quantités d'eau usée étaient faibles et les coûts de raccordement élevés. Mais les services cantonaux responsables ont très généralement ignoré soigneusement cette clause car la protection des eaux était devenue prétexte à la pose de tuyaux, au bétonnage,

à des techniques coûteuses d'épuration, activités économiques qu'il fallait soutenir à tout prix. A partir d'un certain stade de développement de cette énorme entreprise de captage et traitement d'eaux usées, on pouvait affirmer sans risque de se tromper que chaque franc investi dans la protection des eaux aboutissait à une pollution accrue (voir: P. Lehmann, *L'obsession du raccordement*, bulletin de l'ARPEA N° 204, avril 2000). Avec l'aide de la loi, on avait créé une chasse gardée pour des technocrates qui ne souffraient aucune intrusion dans leur domaine de compétence et forçaient le raccordement, même quand cela était manifestement absurde.

*Les lois ont été établies dans presque tous les Etats par l'intérêt du législateur, par le besoin du moment, par l'ignorance, par la superstition: on les a faites à mesure, au hasard.*

Voltaire

La loi avait donné lieu à une dérive totalitaire et cela est probablement inévitable avec tous les «supersystèmes technologiques» – terme introduit par Jurij Stscherbak suite à la catastrophe de Tchernobyl – qui échappent entièrement au contrôle de l'individu. Il n'y a pas que la protection des eaux. Il y a aussi la production et la distribution d'énergie, les transports et communications ainsi que l'entreprise médicale dont Illich disait déjà dans les années 70 qu'elle menaçait la santé. Dans ce dernier cas la dérive totalitaire est due à la LAMal qui a rendu l'assurance maladie obligatoire pour le plus grand bonheur des assureurs et des entreprises pharmaceutiques. Pourtant le libre choix des moyens de se soigner est un droit constitutionnel et fait partie des droits de l'homme. La LAMal représente incontestablement une dérive totalitaire. A telle enseigne que toute contestation est devenue impossible et que des citoyens ont quitté

la Suisse pour lui échapper. L'Hebdo du 23 septembre 2004 titrait: «Caisses maladie: l'art de tondre les Suisses». Il est pour le moins étonnant qu'une loi, mal foutue en plus, puisse l'emporter sur un droit constitutionnel.

Le dernier avatar de l'envahissement technologique est l'utilisation généralisée d'Internet qui parachève «une progressive rupture de notre lien avec la nature lequel est remplacé par des relations virtuelles au moyen d'un instrument» (Jean-Michel Corajoud, *Le Crétin des Alpes*, novembre 2010). Il en résulte, selon Illich, que les gens deviennent impuissants et cessent d'être capables de se gouverner eux-mêmes mais aspirent à être dirigés, belle perspective pour les futurs dictateurs. Certains auteurs, comme Raymond Kurzweil, pensent que la technique permettra d'améliorer l'homme, alors que pour d'autres, comme Jaron Lanier, elle dégrade l'être humain en un instrument à entrer des données (Christian Bala, *Freiheit für Maschinen statt für Menschen*, Zeitpunkt 109, Sept/Okt 2010). Le cybertotalitarisme cherche à formater les gens selon sa logique propre et Alan Turing voulait développer une machine qu'on n'aurait pas pu distinguer d'une personne.

Pour éviter les dérives totalitaires il faut, me semble-t-il, apprendre à désobéir et suivre sa conscience plutôt que la loi lorsque celles-ci s'opposent. Certains l'ont fait. Karl Hess aux Etats-Unis a cessé de payer des impôts pour protester contre les actions du gouvernement américain. Janine Favre a refusé de payer des primes d'assurance maladie pour protester contre l'obligation de s'assurer. Dans les deux cas le gouvernement leur a rendu la vie difficile et refusé toute discussion, ce qui est le propre d'une dérive totalitaire. L'action de résistants est nécessaire pour redonner la priorité au bon sens et se réapproprier une liberté confisquée au profit d'un pouvoir asservi à l'économie.

Pierre Lehmann

# Mal de Terre

Hubert Reeves et Frédéric Lenoir, Seuil, 2005

Dans *l'essor* n° 5 de 2010, Rémy Cosandey évoque le problème, probablement le plus grave – en dehors d'une guerre nucléaire – auquel l'humanité est confrontée aujourd'hui, à savoir que la planète se dégingue du fait de la croissance économique et dans l'indifférence des dirigeants politiques.

Cette question est le thème du livre de l'astrophysicien Hubert Reeves intitulé «Mal de Terre». Dans ce livre, il dialogue avec le sociologue et philosophe Frédéric Lenoir pour essayer de comprendre comment on en est arrivé là et ce qu'il y aurait lieu de faire pour que la Terre reste habitable pour les générations futures. Hubert Reeves a une connaissance très étendue et précise de l'état de la planète. Il passe en revue les problèmes de surpopulation, de perte de biodiversité, l'extinction rapide d'espèces animales, la pollution, l'empoisonnement radioactif et chimique des

eaux, de l'air et des sols, les dangers imprévisibles liés aux manipulations génétiques. Même l'espace proche de la Terre est pollué par une ceinture de débris résultant des vols spatiaux. Au plan social, Reeves voit le terrorisme comme une conséquence de la pauvreté et de l'injustice. «*Tout l'état d'esprit politique doit être modifié en profondeur si on veut éviter le naufrage*».

Hubert Reeves place son espoir dans la prise de conscience et l'intérêt croissant des citoyens pour la cause de la planète. Il conclut par cette question pressante: «*La crise planétaire contemporaine prendra-t-elle fin grâce à l'action déterminée des Terriens ou par leur disparition? La balle est encore (mais pour combien de temps?) dans notre camp*».

Si le livre de d'Hubert Reeves est très

bien documenté, il ne va pas assez loin, à mon avis, dans la mise en cause du système économique-politique actuel, dominé par la recherche du profit et la compétition. Ce système a malheureusement envahi la Terre entière ou presque. Contrairement à Castoriadis et Goldsmith, il n'envisage pas un retour à des sociétés de subsistance et des économies de proximité. Cela est pourtant le mode de vie le mieux adapté à notre biosphère qu'il faut voir comme un tout organique ne comprenant ni environnement ni ressources. Le mode de fonctionnement en cycles fermés est une nécessité incontournable dans notre monde fini et c'est bien le but à atteindre, si possible avant que le monde économique-industriel ne s'effondre sous le poids de ses propres contradictions.

Pierre Lehmann

## Le commencement du monde: vers une modernité métisse

Jean-Claude Guillebaud, Seuil, collection Point, 2008

Après avoir passé en revue l'histoire des grandes civilisations, l'auteur étudie les quatre derniers siècles d'hégémonie occidentale se présentant comme le centre organisateur du monde. Soumettant les vaincus et provoquant leurs adhésions, peuples à la fois dupés et convertis, dominés et émancipés, l'Occident marque le monde par son effet de puissance et son exceptionnel rayonnement. J.-C. Guillebaud conçoit les civilisations plutôt comme des séquences historiques parce qu'en mutation per-

manente et que de parler choc, ou dialogue, des cultures part de l'a priori qu'elles sont immuables...

La grande transformation contemporaine ressemble à divers basculements, comme à la fin de l'Empire romain ou au départ de la Renaissance, fin d'une séquence et début d'une autre, avec son lot de peurs et d'espérances. Rien ne sert de se lamenter, même si l'on passe inévitablement par une phase de désordres sans que ce soit pour autant

la fin du monde.

Si le colonialisme occidental reste un crime contre l'humanité, parce que niant ses propres valeurs humanistes, il en aura aussi été le messenger, incarnant la modernité, l'accès à l'universel et au progrès qui ne pouvait passer que par la civilisation occidentale.

Aujourd'hui, l'ancien Centre rétrécit et vieillit, concurrencé sur son propre modèle économique. J.-C. Guillebaud développe de nombreux arguments fort intéressants, comme le principe de réverbération, où la «métis», ruse intelligente, se présente comme l'arme du faible qui permet de résister, voir de renverser les rapports de force. Horace disait: «*La Grèce vaincue a vaincu son farouche vainqueur*». Aujourd'hui, de par l'hybridation culturelle, il est difficile de distinguer ce qui vient des uns ou des autres... une sorte de créolisation du monde, ou autrement dit, apparition d'une modernité «autre» à la fois prolongement de l'ancienne modernité occidentale et rupture avec son occidentalocentrisme.

Comme disait Thomas Mann: «*Une civilisation naît au moment où les hommes sans génie croient qu'elle est perdue*». Autant dire, une lecture passionnante...

Edith Samba

## Indignez-vous!

Stéphane Hessel, Indigène éditions, 2010

Il est petit par sa taille (à peine 20 pages de texte), modeste par son prix (cinq francs), grand par le message qu'il délivre et gigantesque par son tirage (déjà 11 éditions et plus d'un million d'exemplaires vendus à ce jour). Agé de 93 ans, ancien résistant, co-rédacteur de la Déclaration universelle des Droits de l'homme, l'auteur fait un constat sans concession: l'intérêt général doit primer sur l'intérêt particulier et le juste partage des richesses créées par le monde du travail primer sur le pouvoir de l'argent.

Stéphane Hessel lance un appel à l'indignation et à la non-violence. Pour lui, la pire des attitudes est l'indifférence. Il est urgent de relever les grands défis de notre époque, notamment l'immense écart qui existe entre les très pauvres et les très riches et qui ne cesse de s'accroître. Des thèses qui sont en parfaite harmonie avec la Charte de *l'essor*.

Rémy Cosandey



### Croître et décroître

Pas vraiment une bonne nouvelle mais une réflexion forte tirée d'un article ancien d'Edgar Morin, paru dans le journal *Le Monde* et transmis par «La lettre de l'Europe des consciences» fin 2010. Devant la menace de détérioration de notre planète, une multitude d'initiatives locales ont lieu, véritable «vivier du futur», qui nécessitent de nous dégager d'alternatives bornées. C'est ainsi qu'il nous faut à la fois «croître et décroître»: faire croître les services, les énergies vertes, les transports publics, l'économie sociale et solidaire, les agricultures et élevages biologiques, mais faire décroître les intoxications consommationnistes, la nourriture industrialisée, la production d'objets jetables et non réparables, le trafic automobile et le trafic camion. Les forces créatrices s'éveillent dans la crise planétaire de l'Humanité.

### Un quartier se mobilise pour créer son coin-jardin

A l'entrée de la ville d'Yverdon-les-Bains, le quartier Pierre de Savoie va voir naître un lieu de détente, fruit des rêves des habitants et de collaborations intelligentes. Tout d'abord un projet communautaire ayant pour nom «Qualité de vie» puis un groupe «Tonnelle fleurie» qui adresse ses souhaits en des-

sins à la municipalité. Equiterre, qui soutient les projets de développement durables, va aider à réaliser de petits espaces publics, accessibles aux personnes à mobilité réduite: trois pergolas avec bancs, fontaine et barbecue sortiront de terre d'ici juin 2011. A noter que la mosaïque de la fontaine reproduira le dessin d'un jeune habitant, Leonardo G., gagnant du concours de dessin lancé par la ville. Au printemps 2011, tous les habitants du quartier pourront participer à la réalisation de ce projet qui embellira leur vie.

D'après *24 Heures - Nord Vaudois-Broye*, 21 janvier 2011

### La viande du pauvre

En Afrique, c'est ce qu'on dit du haricot, légumineuse riche en protéines, en zinc et en fer. La sous-alimentation menace la population d'Afrique subsaharienne qui s'accroît rapidement. L'Alliance panafricaine de recherche sur le haricot s'attache à diffuser ce végétal et s'efforce de mettre au point de nouvelles variétés. Déjà plus de 130 nouvelles variétés plus productives, plus résistantes ont vu le jour. Les petits paysans parviennent désormais non seulement à couvrir leurs propres besoins mais aussi à vendre une partie de leur récolte.

*Magazine de la DDC*,  
No 4, décembre 2010

### Un enseignement bilingue réussi

Au Burkina Faso, plus de 60 ethnies, chacune ayant sa langue, vivent dans ce pays. Le français est la langue officielle, bien qu'assez peu de gens la parlent. L'OSEO (Œuvre suisse d'entraide ouvrière), en partenariat avec l'Etat, a développé un programme bilingue: les élèves commencent dans leur langue maternelle, seule une heure sur dix est en français; en deuxième année, deux heures sur dix, en troisième année 50% de l'enseignement est en français et, en cinquième année, la proportion est de 90%. La réussite aux examens a déjà augmenté d'un tiers. De plus, à Nomgana, une trentaine d'enfants de 4 à 6 ans sont accueillis et se familiarisent avec le français en jouant. Ces «Espaces d'éveil éducatifs» libèrent les mères et les grandes sœurs des soins aux enfants, ce qui permet aux filles de continuer l'école.

D'après *Coup d'œil de l'OSE*,  
décembre 2010

*N'hésitez pas à envoyer vos bonnes nouvelles à Yvette Humbert Fink, 26, rue de la Paix, 1400 Yverdon-les-Bains, tél./faxe 024 425 35 15.*

*Merci!*

## Etre âgé-e aujourd'hui

En raison notamment de la crise économique, les jeunes générations ont l'impression qu'elles entretiennent les retraités, oubliant que ceux-ci ont largement contribué, par leurs cotisations à l'AVS et au deuxième pilier, aux rentes qu'ils touchent aujourd'hui. Sous prétexte qu'ils gênent le trafic, les aînés sont souvent condamnés à prendre les transports publics à 9 heures seulement. Les familles, pour se débarrasser de leurs «vieux» les placent de plus en plus fré-

quement dans des maisons de retraite. Mais la vieillesse n'a pas seulement ces côtés négatifs. Pour beaucoup de personnes, elle signifie prendre le temps de voyager, de s'occuper de ses petits-enfants ou de participer à des loisirs, la possibilité aussi d'effectuer du bénévolat, en un mot de retrouver une partie de la liberté perdue durant l'activité professionnelle. Désirez-vous vous exprimer sur ce sujet? Alors n'hésitez pas à nous envoyer vos textes jusqu'au 15 mars.

## L e s s o r

Journal indépendant travaillant au rapprochement entre les humains et à leur compréhension réciproque.

Équipe de rédaction  
Mousse Boulanger, Rémy Cosandey, Yvette Humbert Fink, Susanne Gerber, François Iselin, Henri Jaccottet, Pierre Lehmann, Emilie Salamin-Amar, Edith Samba, Agnès Zawodnik.

Administration et retours  
*L'Essor* - Abonnements  
Tunnels 16  
2300 La Chaux-de-Fonds  
ou par courriel : [info@journal-lessor.ch](mailto:info@journal-lessor.ch)  
[www.journal-lessor.ch](http://www.journal-lessor.ch)

Rédacteur responsable  
Rémy Cosandey  
Léopold-Robert 53  
2300 La Chaux-de-Fonds  
032/913 38 08; [remy.cosandey@bluewin.ch](mailto:remy.cosandey@bluewin.ch)

Abonnement annuel : Fr. 36.- (20 euros)  
CCP-12-2620-0 Genève

Composition et impression  
Société coopérative du Journal  
de Sainte-Croix - 1450 Sainte-Croix

L e s s o r - ISSN 1023-5663

délai pour le prochain numéro : 15 mars 2011  
prochain forum : Être âgé-e aujourd'hui